

Groupe consultatif sur la Mauritanie

Le 4 décembre 2007

Discours d'Ouverture de M. James Bond, Directeur pays, Banque Mondiale

Monsieur le Premier Ministre,

Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances,

Messieurs les Ministres,

Messieurs les Ambassadeurs,

Monsieur le Commissaire,

Mesdames et Messieurs les Représentant des Partenaires au Développement,

Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur et un réel plaisir pour moi de participer à ce Groupe Consultatif pour la Mauritanie, au coté d'un nouveau Gouvernement que nous sommes heureux d'appuyer depuis sa prise de fonction, il y a neuf mois de cela. Nous sommes aussi particulièrement satisfaits de l'opportunité qui nous a été offerte de contribuer à la préparation de cet évènement en étroite collaboration avec l'Union Européenne et le Programme des Nations Unies pour le Développement. Ceci constitue une des originalités de ce CG qui nous a donné l'occasion de rapprocher nos stratégies, de chercher de nouvelles synergies et donc au fond de mieux aider le pays.

Les objectifs de ce groupe consultatif sont clairs et nous les partageons. A nos yeux, les deux jours que nous allons passer ensemble doivent permettre d'affiner nos analyses sur la politique nationale de développement ainsi que sur les principales politiques sectorielles, mais aussi, et surtout de témoigner de notre volonté d'appuyer politiquement, techniquement et financièrement le Gouvernement et le peuple Mauritanien.

La Mauritanie est à l'une des étapes clefs de son histoire et c'est pourquoi son Gouvernement et sa population ont besoin de nous tous. En effet, si à moyen terme les perspectives économiques sont encourageantes grâce, entre autres, au potentiel de valorisation des ressources naturelles, si les orientations du Gouvernement apparaissent cohérentes dans les domaines économiques et sociaux, il n'en demeure pas moins que les trois années à venir sont semées d'embuches, que l'appui des

partenaires pourra aider à lever. La première difficulté est de combler les gaps financiers, qui, si ils subsistaient empêcheraient la réalisation de certaines réformes ou ne leur permettraient pas d'avoir les effets escomptés. Autre source d'inquiétude est la résistance au changement à laquelle le Gouvernement est et continuera d'être confronté. Ainsi, la lutte contre la corruption, la mise en place d'une administration efficace et indépendante, le développement d'un climat des affaires attractif supposent autant de réformes qui ne sauraient rencontrer l'adhésion de tous les acteurs, et certainement pas de ceux qui ont beaucoup à perdre de ces réformes. Toutefois, sans ces réformes, la population Mauritanienne ne verrait pas les résultats qu'elle attend du Gouvernement démocratique qu'elle a élu. Ce dernier s'en trouvera fragilisé et en retour aura moins de poids pour développer son ambitieux plan d'action. Le soutien politique, financier et technique des partenaires externes sera donc un facteur clef de succès pour le Gouvernement dans les mois et années à venir. Par ailleurs, la tenue de cette rencontre coïncide avec le démarrage de la mise en œuvre de décision du gouvernement de rapatrier et d'insérer ses compatriotes restés hors du pays depuis 1989. Cette sage décision, qui constitue un engagement politique du Président de la République, mérite d'être saluée et soutenue par la communauté internationale, d'autant plus qu'elle exigera l'engagement de moyens importants pour réussir.

Nous le voyons, ce Groupe Consultatif arrive à un moment clef. Nous invitons donc tous les amis et partenaires de la Mauritanie présents dans cette salle à participer de manière constructive et concrète à nos échanges et travaux.

Pour ce qui concerne la Banque mondiale, nous avons récemment approuvé notre nouvelle stratégie pays, aligné sur les priorités du Gouvernement décrites dans le CSLP. Nous avons souhaité que notre stratégie soit préparée de la manière la plus participative et collaborative possible tout en essayant d'être sélectifs. Trois piliers ont été retenus: (i) tout d'abord, l'appui aux secteurs sociaux pour permettre une réduction effective de la pauvreté et des inégalités, (ii) ensuite, la gouvernance et la réforme de l'Administration (iii) et enfin le développement du secteur privé par l'amélioration du climat des affaires et la mise en place des infrastructures les plus indispensables. Nous considérons bien sûr que les objectifs de ces trois piliers sont intimement liés car il n'y aura pas de développement durable et de répartition équitable

des ressources sans une croissance du secteur privé, elle-même sous-tendue par une administration efficace.

Dans le domaine social, la lutte contre la pauvreté et les inégalités se doit d'être l'une des priorités du Gouvernement. Les secteurs comme l'éducation, la santé, la nutrition ou encore la protection sociale sont une des conditions de cette croissance car l'on ne peut développer un pays sans que chacun puisse aller à l'école, sans que la population puisse se nourrir, se soigner ou encore disposer de filet de sécurité qui lui confère dignité et indépendance. En retour, les secteurs sociaux doivent bénéficier de la croissance et, à ce titre, nous nous permettons d'inviter le Gouvernement à faire des efforts supplémentaires en termes d'allocation budgétaire à ces secteurs.

Pour ce qui concerne l'éducation, si le nombre d'enfants scolarisés est en forte croissance, tant pour les garçons que pour les filles, la qualité de l'enseignement, elle, demeure un problème aigu. Pour le résoudre, des réformes en profondeur sont nécessaires.

Pour ce qui concerne la santé, force est de constater que la situation est alarmante. Ceci est confirmé par la forte improbabilité que le pays atteigne la plupart des objectifs du millénaire pour le développement relatifs à ce secteur. Les constats sont bien connus: le problème de gestion du secteur tant au niveau central que régional, le manque de personnel et le problème de leur incitation, la mauvaise qualité des soins, ou encore le coût de certaines prestations en particulier dans le domaine de la nutrition pour les enfants en bas âge. Toutefois, pour aller de l'avant et convaincre à nouveau les bailleurs dont il a cruellement besoin, le Département de la Santé doit rapidement mettre en œuvre un plan d'action clair et ambitieux et montrer sa capacité de le mettre en œuvre.

La lutte contre la pauvreté et les inégalités passe aussi par la mise en place de politiques ciblées dans les zones rurales les plus arides et les quartiers les plus modestes. Le Programme de Développement Urbain (PDU) pour les villes et Programme de Développement Rural Communautaire (PDRC) pour les associations villageoises ont donné des résultats intéressants, permettant dans un cas comme dans l'autre de répondre aux priorités des plus démunis tant dans le domaine des équipements collectifs que dans celui des activités génératrices de revenus. Notons que le Projet Minier (PRISM) a lui aussi pris en compte cette dimension sociale du

développement dans le couloir minier Zouerat- Nouhadibou. Nous considérons toutefois que ces opérations, tout comme celles des nos partenaires, ont une ambition insuffisante, un impact trop réduit pour les sommes mises en jeu. Le succès des fonds de développement locaux dans de nombreux autres pays nous incite à encourager et soutenir le Gouvernement à disposer d'une politique et de mécanismes nationaux dans ce domaine. Il est clair que cette politique de développement local, ciblée vers ceux qui en ont le plus besoin est de nature à crédibiliser rapidement les ambitions sociales du Gouvernement aux yeux de la population.

Le Gouvernement et l'Administration, nous le voyons font bien sûr parti des solutions pour le développement. Nous sommes encouragés par les efforts entrepris pour réformer l'Administration, rendre plus transparente la gestion des fonds publics avec par exemple la mise en place du FNRH, assainir le processus et le contrôle budgétaire, réformer ses procédures de passation de marché ou encore recenser les fonctionnaires puis les promouvoir sur la base de leur compétences qu'il conviendra de continuer de renforcer. Les six premiers mois du Gouvernement ont en effet été marqués par un agenda ambitieux sous-tendu par une vision claire comme par exemple la création d'un Ministère de l'Economie et des Finances mais aussi par certaines lenteurs comme la mise en place encore inachevée des organigrammes de nombreux ministères.

Un des atouts de la Mauritanie qui nous rend optimiste à moyen terme c'est l'opportunité que représentent l'exploitation et la transformation de ses ressources minières, animales, ou halieutiques. D'autre secteurs comme l'agriculture ou le tourisme sont eux aussi des opportunités que le pays a jusqu'à présent sous-exploitées. Des perspectives pétrolières moins encourageantes que prévu représentent au fond une opportunité pour diversifier l'économie y compris dans les zones les plus démunies sans subir de plein fouet le syndrome hollandais qui rend plus difficile cette diversification. Il convient de passer d'une économie de rente à une économie où chacun participe à la croissance et en bénéficie à travers une forte création d'emplois. Les études récentes comme le FSAP ou l'ICA ont mis en évidence certains dysfonctionnements ou carences dans le domaine des infrastructures et de l'énergie, dans le secteur financier et bancaire, dans le domaine fiscal, et dans le comportement de l'Administration. Ces difficultés expliquent que la Mauritanie n'ait pas pu bénéficier pleinement de ses ressources ni profiter de sa situation géopolitique

privilégiée pour attirer les investisseurs étrangers ou même nationaux, lesquels semblent préférer des investissements dans l'immobilier plutôt que dans les secteurs productifs.

Disons le, le nouveau Gouvernement affiche une volonté politique claire dans ce domaine, ce qui a encouragé le Groupe de la Banque mondiale, c'est à dire l'IDA, l'BIRD, la SFI et MIGA à soutenir ses efforts. La réforme de la Loi bancaire, la création de la Délégation Générale pour la promotion des investissements privés, l'évolution de la fiscalité, les études de faisabilité dans le domaine portuaire et dans le domaine de l'énergie sont autant de preuves rassurantes de cette volonté de rendre le pays plus attractif pour les investisseurs privés. Nous aurons l'occasion de débattre avec ces investisseurs des différentes opportunités lors de la journée du 6 décembre et d'apprécier les efforts entrepris et ceux qui restent à faire ainsi que la capacité de la Mauritanie de convaincre le secteur privé. Aujourd'hui nous devons convenir que le secteur privé est un partenaire indispensable pour le financement des infrastructures qui ne pourront en aucun cas être uniquement financés par les fonds publics. Le secteur privé est aussi indispensable à la croissance et donc à la lutte contre la pauvreté.

Comme nous venons de le mentionner, la Banque mondiale souhaite appuyer différentes dimensions du CSLP qui à nos yeux sont essentielles pour un développement durable du pays. Toutefois notre appui n'aura probablement que peu d'effet sans un engagement fort du Gouvernement. Notre dialogue s'est fortement amélioré ces deux dernières années et en particulier ces 6 derniers mois. Un suivi efficace des performances et des recommandations a permis de redresser sensiblement la performance de notre portefeuille ce qui en retour permettra d'obtenir plus de ressources IDA. Nous invitons le Gouvernement à généraliser ses efforts de suivi évaluation à l'ensemble du CDMT en produisant des rapports réguliers qui rendent plus efficaces les réunions entre partenaires. Nous avons constaté lors de la préparation de ce CG que les données dont disposent le Ministère des Finances et les Ministères sectoriels présentent des incohérences. Malgré la contrainte d'un temps limité, un effort remarquable a été fait qui permettra probablement d'avoir un CG de qualité. Nous souhaitons vivement que le Gouvernement s'engage à prolonger cet élan qui est indispensable pour avoir un dialogue efficace et pour mettre tous ensemble l'accent sur les priorités.

Enfin et dans le même ordre d'idées, nous réaffirmons ici notre volonté d'aider et d'inciter le Gouvernement à mettre en œuvre les recommandations de la déclaration de Paris.

Il conviendra de mettre en œuvre une réforme des marchés publics et une réforme budgétaire qui permettront aux bailleurs de s'aligner sur les mécanismes nationaux. De notre côté, nous saluons la décision du Gouvernement de mettre les projets sous la tutelle directe des départements bénéficiaires et nous sommes déterminés à voir disparaître les unités projets proprement dites afin que les départements ministériels jouent pleinement leurs rôles. Evidemment, ces évolutions qui pourraient aller jusqu'au soutien budgétaire partiellement envisagé dans notre stratégie pays, supposent un renforcement de la capacité d'exécution, de suivi et de contrôle.

Je souhaiterais aussi profiter de cette réunion pour encourager le Gouvernement à renforcer le rôle de la société civile, seule garante de l'efficacité et de la transparence dont le pays a besoin pour réussir les réformes indispensables dont nous venons de parler.

La tenue récente d'un atelier national de formation et d'échange sur le concept du Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP) avec le soutien conjoint de la Banque mondiale et du PNUD sous l'égide du Ministère en charge de la décentralisation en est une illustration éloquente.

Permettez-moi de terminer sur une note optimiste : la Mauritanie a certes besoin de réformes et de changements mais son histoire récente nous prouve qu'elle en est capable. Nous croyons à la sincérité de la volonté politique affichée et nous mesurons les difficultés sur le court terme : c'est pourquoi nous continuerons à ne ménager aucun effort pour soutenir le Gouvernement et à travers lui, le peuple Mauritanien, tout en l'invitant à accélérer son action. Notre présence aujourd'hui traduit notre volonté d'aider à mobiliser le soutien d'anciens et de nouveaux partenaires de la Mauritanie car nous savons que ce soutien est indispensable aujourd'hui et largement mérité.